28 septembre 2018

Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 16 septembre 2015 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 863 300 francs destiné à l'amélioration des mesures de modération de la circulation et de sécurisation des déplacements dans la zone 30 km/h du quartier de Liotard.

Rapport de M^{me} Marie Barbey-Chappuis.

Cette proposition a été renvoyée à la commission de l'aménagement et de l'environnement par le Conseil municipal lors de la séance du 27 juin 2017. La commission, réunie sous la présidence de M. Ulrich Jotterand, a étudié la proposition lors de ses séances des 7 novembre et 19 décembre 2017 et du 30 janvier 2018. Les notes de séances ont été prises par M. Christophe Vuilleumier, que la rapporteuse remercie pour la qualité de son travail.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 863 300 francs, destiné à l'amélioration des mesures de modération de la circulation et de sécurisation des déplacements dans la zone 30 km/h du quartier de Liotard.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 863 300 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le crédit d'étude partiel voté le 21 mai 2014 de 11 000 francs (PR-1054, N° PFI 102.020.07), sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2019 à 2038.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

Rappel du contexte

La proposition PR-1145 a déjà fait l'objet d'un rapport, daté du 3 mai 2017. Elle avait été acceptée par 6 oui (2 EàG, 1 Ve, 3 S) contre 5 non (2 MCG, 1 UDC, 2 LR) et 3 abstentions (2 DC, 1 LR). Lors des débats en plénière, le 27 juin 2017, une majorité du Conseil municipal avait décidé de renvoyer la proposition en commission. Il avait en effet été jugé utile d'analyser plus finement l'ensemble des coûts afin de s'assurer que les travaux seraient tout à fait bien calibrés.

Séance du 7 novembre 2017

Audition de M. Rémy Pagani, maire, en charge du département des constructions et de l'aménagement, de M. Sébastien Alphonse, adjoint de direction du Service du génie civil, et de M. François Bornicchia, ingénieur en transports au Service de l'aménagement urbain et de la mobilité (SAM)

M. Pagani explique en préambule que les services de la Ville ont repris contact avec les associations et ont réajusté le projet en fonction des remarques des habitants. Il précise qu'il est possible à présent de présenter ce projet en deux volets.

M. Bornicchia indique que le périmètre de cette zone d'entrée est limité notamment par la rue de Lyon et la rue de la Servette et comporte 18 portes d'entrée. Il précise qu'elle a été mise en place en 2008 et qu'un bilan a été mené en 2011. Des mesures de modération complémentaires ont ensuite été élaborées avec une consultation de l'association Geisendorf et du groupe scolaire Geisendorf. Le plan de mobilité scolaire de 2014 a également été pris en compte. Il précise à cet égard que les points noirs ont été relevés par les parents d'élèves. Ces différents échanges ont permis de renforcer les mesures le long de la rue Liotard, en projetant principalement des trottoirs traversants ainsi que des avancées de trottoirs qui ont un effet modérateur sur les véhicules. Les mesures proposées ont été plébiscitées par les personnes consultées. Il indique que des éléments ont été jugés superflus, notamment des avancées de trottoirs à la rue du Moléson et à la rue du Colombier, tout comme l'arborisation prévue à l'avenue Tronchin. Il observe que l'abandon de ces mesures permet une économie de 113 000 francs toutes taxes comprises, ce qui diminue d'autant le coût de la proposition.

Un commissaire demande si les associations sont conscientes du coût de leur revendication. Il demande ensuite à quel moment les aménagements actuels ont été réalisés, notamment les gendarmes couchés, et l'établissement de la zone 30.

M. Alphonse lui répond que ces mesures ont été prises en 2008.

Le commissaire observe que l'association Geisendorf était intervenue à juste titre à l'époque, et il se demande quelle est la nécessité à présent de dépenser 2 millions supplémentaires pour cette rue.

M. Pagani répond qu'il y a de nombreux enfants ainsi qu'un marché et il remarque que de nombreux automobilistes empruntent cette rue à longueur de temps. Il mentionne que le lieu est accidentogène et qu'il est donc nécessaire et urgent d'intervenir.

Un commissaire demande des précisions sur les mesures abandonnées.

M. Bornicchia répond qu'il est question de l'avancée de trottoir dans la rue du Moléson qui n'est pas un itinéraire majeur en direction de l'école.

M. Alphonse ajoute que l'économie est en outre importante pour un gain très modeste.

Le même commissaire demande si l'association Geisendorf et le groupe scolaire ont validé ce projet.

M. Alphonse acquiesce. Il ajoute qu'il est également proposé de supprimer un projet de plantation d'un arbre, aménagement relativement disproportionné.

Une commissaire d'Ensemble à gauche rappelle qu'il était question d'un secteur connaissant pas mal d'accidents. Elle précise que des statistiques étaient parvenues à la commission ainsi que les gains en la matière que les premières mesures avaient permis. Elle se demande si de nouvelles évaluations ont été réalisées.

M. Bornicchia répond que ces chiffres ont été relevés dans le cadre du bilan de la zone 30. Il ajoute que le processus des mesures complémentaires a ensuite été engagé et il remarque que le suivi de l'accidentologie n'a dès lors pas été poursuivi.

Discussion et vote

Un commissaire du Mouvement citoyens genevois pense qu'il y a eu une quarantaine d'accidents dans cette rue avant les aménagements actuels. Il ajoute que le crédit proposé est très important et qu'il est donc nécessaire d'être prudent. Il propose dès lors l'audition de l'association Geisendorf afin de connaître sa position et de savoir si elle est consciente de l'importance du coût. Il ajoute être en faveur de l'ajout de marquages qui manquent, mais il répète que dépenser 2 millions lui semble exagéré.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre déclare demeurer perplexe à l'égard de ce projet. Il rappelle que la commission avait largement discuté

de ce projet, notamment pour le manque de communication avec les associations et la piste cyclable à contresens. Il observe donc que toutes les mesures du premier projet sont proposées à l'exception de deux trottoirs et d'un arbre. Il pense en effet qu'il pourrait être intéressant d'entendre l'association Geisendorf.

Un commissaire des Verts remarque qu'il y a en effet peu de différence entre le projet initial et celui-ci. Il ajoute soutenir, cela étant, ce type d'aménagement qui permet de pacifier un quartier. Il rappelle que les voitures de transit doivent circuler sur les grands axes de circulation et il pense que ces aménagements vont dans ce sens. Il indique par ailleurs qu'il est question de bandes cyclables et non de pistes cyclables, bandes qui sont peu sûres mais qui permettent toutefois de diminuer le nombre d'accidents. Il ne croit pas qu'il soit utile d'entendre l'association mais il remarque qu'il ne s'y opposera pas.

Une commissaire d'Ensemble à gauche remarque que cette proposition avait vu une légère majorité en commission. Elle ajoute qu'il s'agit d'une grande zone et pas seulement d'une seule rue. Elle mentionne que le coût s'explique dès lors au vu de l'importance du périmètre. Elle rappelle que sécuriser une zone à proximité d'une école relève des tâches de la Ville et elle ne comprend pas ces hésitations.

Une commissaire du Mouvement citoyens genevois déclare que la rue est laide à l'heure actuelle et qu'il est nécessaire de l'emprunter en fonction du trajet que l'on prend. Elle se demande s'il ne faudrait pas faire un giratoire à la rue de Lyon/avenue Wendt afin d'éviter que les gens n'entrent dans cette rue qui semble déjà très sûre. Elle répète que le seul endroit où tourner sur la rue de Lyon en venant de la place des Nations est à travers la rue Liotard.

Le président passe au vote de la visite sur place.

Par 10 oui (2 MCG, 3 LR, 1 UDC, 2 S, 1 DC, 1 EàG) et 4 abstentions (1 DC, 1 Ve, 1 EàG, 1 S), la visite est acceptée.

Le président passe au vote de l'audition de l'association de parents et du groupement scolaire.

Par 13 oui (2 MCG, 2 DC, 3 LR, 1 UDC, 1 EàG, 3 S, 1 Ve), l'audition est acceptée à l'unanimité.

Séance du 19 décembre 2017

Audition de M. Jean-Martin Keller, directeur de l'école Geisendorf, et de M^{me} Sabrina Gallo Maulini, représentante de l'association Geisendorf

Visite du secteur avec M. François Bornicchia, ingénieur en transports au SAM.

M. Bornicchia mentionne que des trottoirs traversants seront installés dans cette zone, une mesure intéressant évidemment l'école Geisendorf qui se trouve à proximité.

M^{me} Gallo précise que c'est en l'occurrence le pavillon des petits, qui est le plus proche.

M. Bornicchia mentionne encore que la chaussée sera réduite, ce qui permettra de diminuer la vitesse tout en améliorant le confort des piétons.

M. Keller déclare que cet axe se trouve en plein milieu du bassin de recrutement de l'école de Geisendorf qui compte près de 500 élèves, ainsi que des élèves de Liotard ou de Chandieu, lesquels se rendent à Geisendorf pour suivre des activités spécifiques.

Une commissaire demande ce qu'il en sera des places de parc lorsque les aménagements auront été réalisés. M. Bornicchia répond que le stationnement n'est pas impacté.

La même commissaire remarque que les gens ne savent pas ce qu'est un trottoir traversant. Elle se demande ce qu'il en est en cas d'accident. Elle se demande également quelle est la législation en la matière.

M. Bornicchia répond que le piéton est, quoi qu'il en soit, prioritaire.

Rue des Lilas/Servette

M. Bornicchia évoque le béton genevois utilisé pour les trottoirs et il mentionne que celui-ci permet de signaler la présence dudit trottoir. Il observe par ailleurs que le trottoir traversant est plus confortable pour les piétons qui ne franchissent pas la cassure habituelle des trottoirs.

M. Keller précise que deux établissements médico-sociaux (EMS) existent dans le périmètre et il mentionne que cette installation est évidemment judicieuse pour les personnes âgées.

Une commissaire demande si deux patrouilleuses pour l'ensemble de la zone suffisent.

M. Keller répond par la négative.

Rue Carteret/Colombier

M. Bornicchia mentionne que l'avancée de trottoir permettra ici également de diminuer la vitesse.

Un commissaire demande si des places pour les scooters seront créées.

M. Bornicchia répond qu'il y aura dix places supplémentaires dans l'ensemble du quartier. Il ajoute que 90 arceaux pour les vélos seront également installés, ce qui donnera un peu plus de liberté sur le reste des espaces.

Rue Liotard/Carteret

M. Bornicchia observe que ce carrefour est à l'évidence délicat pour les enfants et il mentionne que l'avancée de trottoir devrait améliorer la situation.

Rue Tronchin/Liotard

M. Bornicchia mentionne que les avancées de trottoir seront végétalisées avec des bancs, afin d'améliorer la qualité de vie du quartier et de permettre aux personnes âgées de s'arrêter.

M. Keller ajoute que l'école d'ingénieurs est proche et que nombre d'étudiants passent par là.

M^{me} Gallo rappelle que ce carrefour a connu plusieurs accidents.

Discussion et vote

Une commissaire du Parti libéral-radical demande si la commission a obtenu le nombre d'accidents dans le secteur et si le document est parvenu.

Le président passe au vote pour demander une nouvelle fois ces détails.

Par 7 oui (1 DC, 3 LR, 1 UDC, 2 MCG) contre 4 non (S) et 1 abstention (EàG), la demande est acceptée.

Un commissaire du Parti socialiste propose que la commission se positionne sur la possibilité de voter tout en redemandant le document.

La commissaire du Parti libéral-radical déclare que ce document aurait dû être envoyé à la commission depuis une année. Elle rappelle que les commissions ne votent pas sans avoir consulté les documents. Elle remarque que la réflexion pourrait évoluer si sur les 45 accidents, seules des voitures sont concernées et non des enfants. Elle rappelle que la police estime que la gare est la place la plus dangereuse à Genève, mais elle observe qu'il n'y a guère d'accidents puisque le danger implique une attention plus grande de la part des gens.

Le président passe au vote du vote immédiat de la proposition.

Par 7 non (1 DC, 3 LR, 1 UDC, 2 MCG) contre 5 oui (4 S, 1 EàG), la commission renonce à procéder au vote au cours de la séance.

Séance du 30 janvier 2018

Discussion et vote

La commissaire du Parti libéral-radical remercie le président pour avoir fait parvenir l'ensemble des documents aux commissaires. Elle ajoute que ce crédit est demandé malgré le fait qu'il n'y ait pas eu d'accident depuis la création de la zone 30. Elle précise que seuls trois accidents se sont produits, des accidents inhérents à des inattentions. Elle mentionne que son groupe refusera ce projet qui propose de dépenser 1,8 million pour sécuriser un quartier où il n'y a pas d'accident, ce qui revient à jeter l'argent par les fenêtres. Elle signale ensuite que le trottoir traversant n'a pas de statut légal. Elle rappelle en outre qu'il y a des patrouilleuses scolaires dans ce quartier et elle ne pense pas qu'il faille les mettre au chômage.

Un commissaire du Parti libéral-radical déclare avoir un avis un peu différé. Il pense que la rue Liotard fait peine à voir et il remarque qu'il ne serait pas choqué de faire un effort pour l'aménagement proposé. Il ajoute que le prix couvre une surface importante et il pense que c'est à ce quartier d'être équipé aux standards actuels.

Une commissaire Verte rappelle qu'il est possible de conserver des patrouilleuses scolaires dans des zones 30. Elle ajoute que son groupe acceptera cette proposition.

Une commissaire du Parti socialiste rappelle qu'il avait été dit que des concertations avec les associations de quartier avaient été menées, ce qui n'a pas été le cas. Elle ajoute que c'est à présent une réalité et elle mentionne que son groupe est en faveur de cette proposition qui est soutenue par les habitants du quartier. Elle observe en outre que cette rue est sinistrée. Elle remarque également que la zone 30 n'est pas toujours respectée.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre remarque que la liste des accidents qui se sont produits dans ce quartier démontre qu'il s'agit d'inattentions. Il ajoute que la disposition de ce quartier est une catastrophe, notamment à cause des automobilistes. Il rappelle en outre que la visite sur place s'est faite de nuit et il mentionne que c'était une catastrophe. Il mentionne que le crédit qui est proposé vise des aménagements qu'il ne comprend pas. Il pense en l'occurrence qu'il faudrait piétonniser ce quartier et construire un parking à proximité. Il ajoute qu'il refusera donc ce projet. Il évoque également le trottoir traversant sur lequel les commissaires se trouvaient et il remarque que les automobilistes roulaient au pas. Il précise que c'est un aménagement qui complique la vie de tout le monde.

Un autre commissaire du Parti libéral-radical pense qu'il est nécessaire de terminer l'aménagement de ce quartier, raison pour laquelle il votera ce crédit.

Une commissaire d'Ensemble à gauche mentionne qu'elle votera la proposition au vu des dangers de ce secteur. Elle pense que ne rien faire serait irresponsable. Elle ajoute qu'une réflexion plus globale sur l'aménagement serait nécessaire.

Un commissaire du Mouvement citoyens genevois remarque que la proposition parle de la rue Liotard uniquement. Il rappelle qu'il y a quatre gendarmes couchés et des voitures en épis dans cette rue. Il ne croit pas qu'il soit possible d'aller à plus de 30 km/h dans cette rue. Il ajoute par contre être en faveur de la création d'un passage piéton sur la rue Liotard en direction de la rue de la Prairie. Il mentionne qu'il ne votera pas 2 millions pour ajouter des entraves dans cette rue.

Une commissaire du Parti démocrate-chrétien déclare que son parti avait voté le renvoi en commission pour obtenir davantage de précisions, ce qui a été fait. Elle rappelle qu'un crédit de 3,5 millions avait été voté pour sécuriser les chemins piétonniers dans un autre quartier et elle pense qu'il convient de rester cohérent, raison pour laquelle son parti votera cette proposition. Elle observe en outre qu'il est question d'aménagements adaptés pour les personnes à mobilité réduite.

Le président passe au vote de la proposition.

Par 10 oui (2 DC, 2 LR, 1 Ve, 4 S, 1 EàG) contre 4 non (2 MCG, 1 LR, 1 UDC), la proposition est acceptée.

Annexe (à consulter sur internet): rapport PR-1145 A